Édition de langue française

Législation

Sommaire

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

- Règlement (CEE) n° 2436/84 de la Commission, du 24 août 1984, fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle 1
- Règlement (CEE) n° 2437/84 de la Commission, du 24 août 1984, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt 3
- * Règlement (CEE) n° 2438/84 de la Commission, du 23 août 1984, portant rétablissement de la perception des droits de douane applicables aux montures de lunettes, de lorgnons, de faces-à-main et d'articles similaires et parties de montures de la position 90.03 du tarif douanier commun, originaires de la Corée du Sud, bénéficiaire des préférences tarifaires prévues par le règlement (CEE) n° 3569/83 du Conseil 5**
- * Règlement (CEE) n° 2439/84 de la Commission, du 24 août 1984, fixant les taux spéciaux pour la conversion en monnaie nationale des prix franco frontière de référence des vins de liqueur importés 6**
- Règlement (CEE) n° 2440/84 de la Commission, du 24 août 1984, modifiant le règlement (CEE) n° 1810/84 portant application d'une mesure spéciale d'intervention pour le froment tendre de qualité panifiable au début de la campagne 1984/1985 . . . 8
- Règlement (CEE) n° 2441/84 de la Commission, du 24 août 1984, fixant les prélèvements à l'importation de bovins vivants ainsi que de viandes bovines autres que les viandes congelées 9
- Règlement (CEE) n° 2442/84 de la Commission, du 24 août 1984, fixant les prélèvements à l'importation de viandes bovines congelées 11
- Règlement (CEE) n° 2443/84 de la Commission, du 24 août 1984, fixant les prélèvements à l'importation d'ovins et de caprins vivants ainsi que de viandes ovine et caprine autres que les viandes congelées 13
- Règlement (CEE) n° 2444/84 de la Commission, du 24 août 1984, fixant les prélèvements à l'importation de viandes ovine et caprine congelées 15

2

(Suite au verso.)

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères maigres sont des actes de gestion courante pris dans le cadre de la politique agricole et ayant généralement une durée de validité limitée.

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères gras et précédés d'un astérisque sont tous les autres actes.

Règlement (CEE) n° 2445/84 de la Commission, du 24 août 1984, rectifiant le règlement (CEE) n° 2398/84 concernant la délivrance de certificats d'importation pour les viandes bovines de haute qualité, fraîches, réfrigérées ou congelées 17

Règlement (CEE) n° 2446/84 de la Commission, du 24 août 1984, portant abrogation du règlement (CEE) n° 2401/84 constatant la situation de crise grave du marché des poires 18

II Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Commission

84/410/CEE :

Décision de la Commission, du 17 juillet 1984, relative à la fixation du prix minimal de vente du lait écrémé en poudre pour la cinquante-septième adjudication particulière effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 368/77 19

84/411/CEE :

Décision de la Commission, du 17 juillet 1984, fixant le montant maximal de l'aide spéciale au lait écrémé en poudre pour la quarantième adjudication particulière effectuée au titre du règlement (CEE) n° 1844/77 20

84/412/CEE :

Décision de la Commission, du 17 juillet 1984, relative à la fixation des montants maximaux de l'aide au beurre et au beurre concentré pour la soixante-deuxième adjudication particulière effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 1932/81 21

84/413/CEE :

Décision de la Commission, du 17 juillet 1984, relative à la fixation des prix minimaux de vente du beurre pour la quatre-vingt-unième adjudication particulière effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 262/79 23

84/414/CEE :

★ Directive de la Commission, du 18 juillet 1984, portant adaptation au progrès technique de la directive 76/764/CEE concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux thermomètres médicaux à mercure, en verre, avec dispositif à maximum 25

84/415/CEE :

★ Cinquième directive de la Commission, du 18 juillet 1984, portant adaptation au progrès technique des annexes II, III, IV, V et VI de la directive 76/768/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux produits cosmétiques 31

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité).

RÈGLEMENT (CEE) N° 2436/84 DE LA COMMISSION

du 24 août 1984

fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2727/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1018/84⁽²⁾, et notamment son article 13 paragraphe 5,

vu le règlement n° 129 du Conseil relatif à la valeur de l'unité de compte et aux taux de change à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2543/73⁽⁴⁾, et notamment son article 3,

vu l'avis du comité monétaire,

considérant que les prélèvements applicables à l'importation des céréales, des farines de blé et de seigle et des gruaux et semoules de blé ont été fixés par le règlement (CEE) n° 2221/84⁽⁵⁾ et tous les règlements ultérieurs qui l'ont modifié;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des prélèvements, il convient de retenir pour le calcul de ces derniers:

— pour les monnaies qui sont maintenues entre elles à l'intérieur d'un écart instantané maximal au

comptant de 2,25 %, un taux de conversion basé sur leur taux pivot, affecté du coefficient prévu à l'article 2 *ter* paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 974/71, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 855/84,

— pour les autres monnaies, un taux de conversion basé sur la moyenne arithmétique des cours de change au comptant de chacune de ces monnaies, constaté pendant une période déterminée, par rapport aux monnaies de la Communauté visées au tiret précédent, et du coefficient précité,

ces cours de change étant ceux constatés le 23 août 1984;

considérant que l'application des modalités rappelées dans le règlement (CEE) n° 2221/84 aux prix d'offre et aux cours de ce jour, dont la Commission a connaissance, conduit à modifier les prélèvements actuellement en vigueur conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les prélèvements à percevoir à l'importation des produits visés à l'article 1^{er} points a), b) et c) du règlement (CEE) n° 2727/75 sont fixés à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 25 août 1984.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 août 1984.

Par la Commission

Poul DALSAGER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 107 du 19. 4. 1984, p. 1.

⁽³⁾ JO n° 106 du 30. 10. 1962, p. 2553/62.

⁽⁴⁾ JO n° L 263 du 19. 9. 1973, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 205 du 1. 8. 1984, p. 1.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 24 août 1984, fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle

(en Écus/t)

Numéro du tarif douanier commun	Désignation des marchandises	Prélèvements
10.01 B I	Froment (blé) tendre et méteil	77,57
10.01 B II	Froment (blé) dur	118,70 ⁽¹⁾ ⁽⁵⁾
10.02	Seigle	84,48 ⁽⁶⁾
10.03	Orge	71,25
10.04	Avoine	42,61
10.05 B	Maïs, autre que maïs hybride destiné à l'ensemencement	37,17 ⁽²⁾ ⁽³⁾
10.07 A	Sarrasin	0
10.07 B	Millet	0 ⁽⁴⁾
10.07 C	Sorgho	78,44 ⁽⁴⁾
10.07 D I	Triticale	⁽⁷⁾
10.07 D II	Autres céréales	0 ⁽⁵⁾
11.01 A	Farines de froment (blé) ou de méteil	121,60
11.01 B	Farines de seigle	131,28
11.02 A I a)	Gruaux et semoules de froment (blé) dur	197,07
11.02 A I b)	Gruaux et semoules de froment (blé) tendre	131,32

⁽¹⁾ Pour le froment (blé) dur, originaire du Maroc et transporté directement de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,60 Écu par tonne.

⁽²⁾ Conformément au règlement (CEE) n° 435/80, les prélèvements ne sont pas appliqués aux produits originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ou des pays et territoires d'outre-mer et importés dans les départements français d'outre-mer.

⁽³⁾ Pour le maïs originaire des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ou des pays et territoires d'outre-mer, le prélèvement à l'importation dans la Communauté est diminué de 1,81 Écu par tonne.

⁽⁴⁾ Pour le millet et le sorgho originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ou des pays et territoires d'outre-mer, le prélèvement à l'importation dans la Communauté est diminué de 50 %.

⁽⁵⁾ Pour le froment (blé) dur et l'alpiste produits en Turquie et directement transportés de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,60 Écu par tonne.

⁽⁶⁾ Le prélèvement perçu à l'importation de seigle produit en Turquie et directement transporté de ce pays dans la Communauté est défini par les règlements (CEE) n° 1180/77 du Conseil et (CEE) n° 2622/71 de la Commission.

⁽⁷⁾ Lors de l'importation du produit relevant de la sous-position 10.07 D I (Triticale), il est perçu le prélèvement applicable au seigle.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2437/84 DE LA COMMISSION

du 24 août 1984

fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2727/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1018/84⁽²⁾, et notamment son article 15 paragraphe 6,

vu le règlement n° 129 du Conseil relatif à la valeur de l'unité de compte et aux taux de change à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2543/73⁽⁴⁾, et notamment son article 3,

vu l'avis du comité monétaire,

considérant que les primes s'ajoutant aux prélèvements pour les céréales et le malt ont été fixées par le règlement (CEE) n° 2222/84⁽⁵⁾ et tous les règlements ultérieurs qui l'ont modifié;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des prélèvements, il convient de retenir pour le calcul de ces derniers:

- pour les monnaies qui sont maintenues entre elles à l'intérieur d'un écart instantané maximal au comptant de 2,25 %, un taux de conversion basé sur leur taux pivot, affecté du coefficient prévu à

l'article 2 *ter* paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 974/71, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 855/84,

- pour les autres monnaies, un taux de conversion basé sur la moyenne arithmétique des cours de change au comptant de chacune de ces monnaies, constaté pendant une période déterminée, par rapport aux monnaies de la Communauté visées au tiret précédent, et du coefficient précité,

ces cours de change étant ceux constatés le 23 août 1984;

considérant que, en fonction des prix caf et des prix caf d'achat à terme de ce jour, les primes s'ajoutant aux prélèvements actuellement en vigueur doivent être modifiées conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les primes qui s'ajoutent aux prélèvements fixés à l'avance pour les importations de céréales et de malt visées à l'article 15 du règlement (CEE) n° 2727/75 sont fixées conformément à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 25 août 1984.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 août 1984.

Par la Commission

Poul DALSA GER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 107 du 19. 4. 1984, p. 1.

⁽³⁾ JO n° 106 du 30. 10. 1962, p. 2553/62.

⁽⁴⁾ JO n° L 263 du 19. 9. 1973, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 205 du 1. 8. 1984, p. 4.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 24 août 1984, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt

A. Céréales et farines

(en Écus/t)

Numéro du tarif douanier commun	Désignation des marchandises	Courant	1 ^{er} terme	2 ^e terme	3 ^e terme
		8	9	10	11
10.01 B I	Froment (blé tendre et méteil)	0	0	0	0
10.01 B II	Froment (blé) dur	0	0	0	0
10.02	Seigle	0	0	0	0
10.03	Orge	0	0	0	0
10.04	Avoine	0	0	0	0
10.05 B	Maïs, autre que maïs hybride destiné à l'ensemencement	0	7,44	7,44	24,81
10.07 A	Sarrasin	0	0	0	0
10.07 B	Millet	0	0	0	0
10.07 C	Sorgho	0	5,87	5,87	4,93
10.07 D	Autres céréales	0	0	0	0
11.01 A	Farines de froment (blé) ou de méteil	0	0	0	0

B. Malt

(en Écus/t)

Numéro du tarif douanier commun	Désignation des marchandises	Courant	1 ^{er} terme	2 ^e terme	3 ^e terme	4 ^e terme
		8	9	10	11	12
11.07 A I (a)	Malt de froment (blé), non torréfié, présenté sous forme de farine	0	0	0	0	0
11.07 A I (b)	Malt de froment (blé), non torréfié, présenté autrement que sous forme de farine	0	0	0	0	0
11.07 A II (a)	Malt autre que de froment (blé), non torréfié, présenté sous forme de farine	0	0	0	0	0
11.07 A II (b)	Malt autre que de froment (blé), non torréfié, présenté autrement que sous forme de farine	0	0	0	0	0
11.07 B	Malt torréfié	0	0	0	0	0

RÈGLEMENT (CEE) N° 2438/84 DE LA COMMISSION

du 23 août 1984

portant rétablissement de la perception des droits de douane applicables aux montures de lunettes, de lorgnons, de faces-à-main et d'articles similaires et parties de montures de la position 90.03 du tarif douanier commun, originaires de la Corée du Sud, bénéficiaire des préférences tarifaires prévues par le règlement (CEE) n° 3569/83 du Conseil

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3569/83 du Conseil, du 16 décembre 1983, portant application de préférences tarifaires généralisées pour l'année 1984 à certains produits industriels originaires de pays en voie de développement⁽¹⁾, et notamment son article 13,

considérant que, en vertu des articles 1^{er} et 10 dudit règlement, la suspension des droits de douane est accordée à chacun des pays et territoires figurant à l'annexe C, autres que ceux indiqués à la colonne 4 de l'annexe A, dans le cadre de plafonds tarifaires préférentiels fixés à la colonne 9 de ladite annexe A; qu'aux termes de l'article 11 dudit règlement, dès que les plafonds individuels en question sont atteints au niveau de la Communauté, la perception des droits de douane peut être rétablie à tout moment à l'importation des produits en cause originaires de chacun des pays et territoires en question;

considérant que, pour les montures de lunettes, de lorgnons, de faces-à-main et d'articles similaires et parties de montures de la position 90.03 du tarif douanier commun, le plafond individuel s'établit à 2 732 400 Écus; que, à la date du 21 août 1984, les importations desdits produits dans la Communauté,

originaires de la Corée du Sud, ont atteint par imputation le plafond en question;

considérant qu'il est indiqué de rétablir les droits de douane pour les produits en cause à l'égard de la Corée du Sud,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

À partir du 28 août 1984, la perception des droits de douane, suspendue en vertu du règlement (CEE) n° 3569/83 du Conseil, est rétablie à l'importation dans la Communauté des produits suivants, originaires de la Corée du Sud :

Numéro du tarif douanier commun	Désignation des marchandises
90.03 (Code Nimexe 90.03-tous les numéros)	Montures de lunettes, de lorgnons, de faces-à-main et d'articles similaires et parties de montures

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 23 août 1984.

Par la Commission

Étienne DAVIGNON

Vice-président

⁽¹⁾ JO n° L 362 du 24. 12. 1983, p. 1.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2439/84 DE LA COMMISSION

du 24 août 1984

fixant les taux spéciaux pour la conversion en monnaie nationale des prix franco frontière de référence des vins de liqueur importés

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 337/79 du Conseil, du 5 février 1979, portant organisation commune du marché viti-vinicole⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1208/84⁽²⁾,vu le règlement n° 129 du Conseil, du 23 octobre 1962, relatif à la valeur de l'unité de compte et aux taux de change à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2543/73⁽⁴⁾, et notamment son article 3,vu le règlement (CEE) n° 1393/76 de la Commission, du 17 juin 1976, établissant les modalités d'application relatives à l'importation de produits relevant du secteur viti-vinicole originaires de certains pays tiers⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2135/84⁽⁶⁾, et notamment son article 1^{er} bis paragraphe 4,

vu l'avis du comité monétaire,

considérant que, en vertu de l'article 1^{er} bis du règlement (CEE) n° 1393/76, des taux spéciaux sont utilisés pour convertir en monnaie nationale les prix franco frontière de référence des vins de liqueur importés; que les taux spéciaux actuellement applicables ont été fixés par le règlement (CEE) n° 1778/84 de la Commission⁽⁷⁾;considérant que, pour les monnaies des États membres maintenues entre elles à l'intérieur d'un écart instantané maximal de 2,25 %, le taux spécial est le taux de conversion résultant du taux pivot; que, pour les autres monnaies, le taux spécial pour la période du 1^{er} septembre 1984 au 28 février 1985 est égal au taux de conversion par rapport à l'ensemble des monnaies des États membres maintenues entre elles à l'intérieur d'un écart instantané maximal de 2,25 % résultant du taux moyen pris en considération pour le calcul des montants compensatoires monétaires valables le 1^{er} août 1984;considérant que, par le règlement (CEE) n° 855/84 du Conseil, du 31 mars 1984, relatif au calcul et au démantèlement des montants compensatoires monétaires applicables à certains produits agricoles⁽⁸⁾, les taux pivots ainsi que les taux de marché ont été affectés, à partir de la campagne 1984/1985 dans la politique agricole commune, du facteur de correction de 1,033651; qu'il résulte de l'application de ces dispositions que les taux spéciaux actuellement en vigueur doivent être adaptés,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*Le taux spécial visé à l'article 1^{er} bis du règlement (CEE) n° 1393/76 est:

- a) pour le franc belge/franc luxembourgeois :
1 franc belge/franc luxembourgeois = 0,0215462 Écu;
- b) pour la couronne danoise :
1 couronne danoise = 0,118836 Écu;
- c) pour le mark allemand :
1 mark allemand = 0,431540 Écu;
- d) pour le franc français :
1 franc français = 0,140728 Écu;
- e) pour la livre sterling :
1 livre sterling = 1,63566 Écu;
- f) pour la livre irlandaise :
1 livre irlandaise = 1,33314 Écu;
- g) pour la lire italienne :
100 liras italiennes = 0,0705278 Écu;
- h) pour le florin néerlandais :
1 florin néerlandais = 0,383002 Écu;
- i) pour la drachme grecque :
1 drachme grecque = 0,0109251 Écu.

Article 2

Le règlement (CEE) n° 1778/84 est abrogé.

*Article 3*Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} septembre 1984.⁽¹⁾ JO n° L 54 du 5. 3. 1979, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 115 du 1. 5. 1984, p. 77.⁽³⁾ JO n° 106 du 30. 10. 1962, p. 2553/62.⁽⁴⁾ JO n° L 263 du 19. 9. 1973, p. 1.⁽⁵⁾ JO n° L 157 du 18. 6. 1976, p. 20.⁽⁶⁾ JO n° L 196 du 26. 7. 1984, p. 21.⁽⁷⁾ JO n° L 167 du 27. 6. 1984, p. 14.⁽⁸⁾ JO n° L 90 du 1. 4. 1984, p. 1.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 août 1984.

Par la Commission

Poul DALSGER

Membre de la Commission

RÈGLEMENT (CEE) N° 2440/84 DE LA COMMISSION

du 24 août 1984

modifiant le règlement (CEE) n° 1810/84 portant application d'une mesure spéciale d'intervention pour le froment tendre de qualité panifiable au début de la campagne 1984/1985LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2727/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1018/84⁽²⁾, et notamment son article 8 paragraphe 4 premier alinéa,considérant que dans certains États membres du nord de la Communauté les conditions climatiques, ayant prévalu au cours des mois de juillet et d'août 1984, ont entraîné un retard important pour la récolte de froment tendre qui ne devrait réellement commencer qu'à la fin du mois d'août; que compte tenu de la nécessité que le froment tendre, objet d'une offre à l'intervention dans le cadre du règlement (CEE) n° 1810/84 de la Commission⁽³⁾, soit physiquement présent dans les magasins des offrants, il s'en suit un désavantage certain pour les producteurs concernés du nord de la Communauté qui ne pourront bénéficier que dans une très faible proportion des mesures spéciales d'intervention prévues pour le mois d'août 1984; qu'il peut être remédié à cet inconvénient en prévoyant que les offres de froment à l'intervention

pour le mois d'août 1984 soient présentées jusqu'au 10 septembre 1984;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le règlement (CEE) n° 1810/84 est modifié comme suit :

1) À l'article 1^{er} paragraphe 1, est ajouté l'alinéa suivant :

« Toutefois les offres pour le mois d'août peuvent être présentées jusqu'au 10 septembre 1984. »

2) À l'article 3 paragraphe 1, les mots « 12 septembre » sont remplacés par les mots : « 18 septembre ».

*Article 2*Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 août 1984.

Par la Commission

Poul DALSGER

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 107 du 19. 4. 1984, p. 1.⁽³⁾ JO n° L 170 du 29. 6. 1984, p. 33.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2441/84 DE LA COMMISSION

du 24 août 1984

fixant les prélèvements à l'importation de bovins vivants ainsi que de viandes bovinnes autres que les viandes congeléesLA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,vu le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil, du
27 juin 1968, portant organisation commune des
marchés dans le secteur de la viande bovine ⁽¹⁾, modifié
en dernier lieu par l'acte d'adhésion de la Grèce ⁽²⁾, et
notamment son article 12 paragraphe 8,considérant que les prélèvements applicables à l'im-
portation de bovins vivants ainsi que de viandes
bovinnes autres que les viandes congelées ont été fixés
par le règlement (CEE) n° 2140/84 ⁽³⁾;considérant que l'application des modalités rappelées
dans le règlement (CEE) n° 2140/84 aux données etcitations dont la Commission a connaissance conduit
à modifier les prélèvements actuellement en vigueur
conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

*Article premier*Les prélèvements à l'importation de bovins vivants
ainsi que de viandes bovinnes autres que les viandes
congelées sont fixés à l'annexe.*Article 2*Le présent règlement entre en vigueur le 3 septembre
1984.Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 août 1984.

Par la Commission

Poul DALSGER

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 24.⁽²⁾ JO n° L 291 du 19. 11. 1979, p. 17.⁽³⁾ JO n° L 196 du 26. 7. 1984, p. 29.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 24 août 1984, fixant les prélèvements à l'importation de bovins vivants ainsi que de viandes bovines autres que les viandes bovines congelées⁽¹⁾ pour la période débutant le 3 septembre 1984

(en Écus/100 kg)

Numéro du tarif douanier commun	Yougoslavie ⁽²⁾	Autriche/Suède/Suisse	Autres pays tiers
	— Poids vif —		
01.02 A II (a)	53,790	21,302	122,641
	— Poids net —		
02.01 A II a) 1	102,201	40,473	233,018
02.01 A II a) 2	81,761	32,379	186,415
02.01 A II a) 3	122,641	48,569	279,621
02.01 A II a) 4 aa)	—	60,711	349,527
02.01 A II a) 4 bb)	—	69,444	399,811
02.06 C I a) 1	—	60,711	349,527
02.06 C I a) 2	—	69,444	399,811
16.02 B III b) 1 aa)	—	69,444	399,811

(1) Conformément au règlement (CEE) n° 435/80, les prélèvements ne sont pas appliqués aux produits originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, ou des pays et territoires d'outre-mer et importés dans les départements français d'outre-mer.

(2) Le prélèvement n'est applicable qu'aux produits répondant aux dispositions du règlement (CEE) n° 1725/80 (JO n° L 170 du 3. 7. 1980, p. 4).

(a) Le prélèvement applicable aux jeunes bovins mâles destinés à l'engraissement d'un poids vif inférieur ou égal à 300 kilogrammes, importés dans les conditions prévues par l'article 13 du règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil du 27 juin 1968 et les dispositions prises pour son application, est totalement ou partiellement suspendu conformément à ces dispositions.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2442/84 DE LA COMMISSION**du 24 août 1984****fixant les prélèvements à l'importation de viandes bovines congelées**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil, du
27 juin 1968, portant organisation commune des
marchés dans le secteur de la viande bovine ⁽¹⁾, modifié
en dernier lieu par l'acte d'adhésion de la Grèce ⁽²⁾, et
notamment son article 12 paragraphe 8,

considérant que les prélèvements applicables à l'im-
portation de viandes bovines congelées ont été fixés
par le règlement (CEE) n° 2141/84 ⁽³⁾;

considérant que l'application des modalités rappelées
dans le règlement (CEE) n° 2141/84 aux données et

cotations dont la Commission a connaissance conduit
à modifier les prélèvements conformément à l'annexe
du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements à l'importation de viandes bovines
congelées sont fixés à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le
3 septembre 1984.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 août 1984.

Par la Commission

Poul DALSGER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 24.

⁽²⁾ JO n° L 291 du 19. 11. 1979, p. 17.

⁽³⁾ JO n° L 196 du 26. 7. 1984, p. 33.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 24 août 1984 fixant les prélèvements à l'importation de viandes bovines congelées ⁽¹⁾ pour la période débutant le 3 septembre 1984

(en Écus / 100 kg)

Numéro du tarif douanier commun	Montant
	— Poids net —
02.01 A II b) 1	201,286
02.01 A II b) 2	161,030 (a)
02.01 A II b) 3	251,608
02.01 A II b) 4 aa)	301,930
02.01 A II b) 4 bb) 11	251,608 (a)
02.01 A II b) 4 bb) 22 (b)	251,608 (a)
02.01 A II b) 4 bb) 33	346,212 (a)

(¹) Conformément au règlement (CEE) n° 435/80, les prélèvements ne sont pas appliqués aux produits originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, ou des pays et territoires d'outre-mer et importés dans les départements français d'outre-mer.

(a) Le prélèvement applicable à ces produits, importés dans les conditions prévues par l'article 14 du règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil du 27 juin 1968 et par les dispositions prises pour son application, est totalement ou partiellement suspendu conformément à ces dispositions.

(b) L'admission dans cette sous-position est subordonnée à la présentation d'un certificat délivré dans les conditions prévues par les autorités compétentes des Communautés européennes.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2443/84 DE LA COMMISSION

du 24 août 1984

fixant les prélèvements à l'importation d'ovins et de caprins vivants ainsi que de viandes ovine et caprine autres que les viandes congelées**LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,**

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1837/80 du Conseil, du 27 juin 1980, portant organisation commune des marchés dans le secteur des viandes ovine et caprine⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 871/84⁽²⁾, et notamment son article 11 premier alinéa,considérant que les prélèvements applicables à l'importation d'ovins et de caprins vivants ainsi que de viandes ovine et caprine autres que les viandes congelées ont été fixés par le règlement (CEE) n° 1784/84⁽³⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 2138/84⁽⁴⁾;

considérant que l'application des modalités rappelées dans le règlement (CEE) n° 1784/84 aux données et

cotation dont la Commission a connaissance conduit à modifier les prélèvements actuellement en vigueur conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :*Article premier*

Les prélèvements à l'importation d'ovins et de caprins vivants ainsi que de viandes ovine et caprine autres que les viandes congelées sont fixés à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 3 septembre 1984.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 août 1984.

Par la Commission

Poul DALSGER

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 183 du 16. 7. 1980, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 90 du 1. 4. 1984, p. 35.⁽³⁾ JO n° L 167 du 27. 6. 1984, p. 27.⁽⁴⁾ JO n° L 196 du 26. 7. 1984, p. 25.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 24 août 1984, fixant les prélèvements à l'importation d'ovins et de caprins vivants ainsi que de viandes ovine et caprine autres que les viandes congelées

(en Écus/100 kg)

Numéro du tarif douanier commun	Semaine n° 23 du 3 au 9 septembre 1984	Semaine n° 24 du 10 au 16 septembre 1984	Semaine n° 25 du 17 au 23 septembre 1984	Semaine n° 26 du 24 au 30 septembre 1984
01.04 B	43,560 ⁽¹⁾	43,560 ⁽¹⁾	43,560 ⁽¹⁾	43,560 ⁽¹⁾
02.01 A IV a) 1	92,680 ⁽²⁾	92,680 ⁽²⁾	92,680 ⁽²⁾	92,680 ⁽²⁾
2	64,876 ⁽²⁾	64,876 ⁽²⁾	64,876 ⁽²⁾	64,876 ⁽²⁾
3	101,948 ⁽²⁾	101,948 ⁽²⁾	101,948 ⁽²⁾	101,948 ⁽²⁾
4	120,484 ⁽²⁾	120,484 ⁽²⁾	120,484 ⁽²⁾	120,484 ⁽²⁾
5 aa)	120,484 ⁽²⁾	120,484 ⁽²⁾	120,484 ⁽²⁾	120,484 ⁽²⁾
bb)	168,678 ⁽²⁾	168,678 ⁽²⁾	168,678 ⁽²⁾	168,678 ⁽²⁾
02.06 C II a) 1	120,484	120,484	120,484	120,484
2	168,678	168,678	168,678	168,678

⁽¹⁾ Le prélèvement applicable est limité dans les conditions prévues aux règlements (CEE) n° 3019/81 et (CEE) n° 876/84 du Conseil et (CEE) n° 19/82 de la Commission.

⁽²⁾ Le prélèvement applicable est limité au montant résultant soit de la consolidation dans le cadre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), soit des conditions prévues aux règlements (CEE) n° 3019/81, (CEE) n° 1985/82 et (CEE) n° 876/84 du Conseil et (CEE) n° 19/82 de la Commission.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2444/84 DE LA COMMISSION

du 24 août 1984

fixant les prélèvements à l'importation de viandes ovine et caprine congelées

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1837/80 du Conseil, du
27 juin 1980, portant organisation commune des
marchés dans le secteur des viandes ovine et
caprine⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement
(CEE) n° 871/84⁽²⁾, et notamment son article 11
premier alinéa,

considérant que les prélèvements applicables à l'im-
portation de viandes ovine et caprine congelées ont été
fixés par le règlement (CEE) n° 1785/84⁽³⁾, modifié par
le règlement (CEE) n° 2139/84⁽⁴⁾;

considérant que l'application des modalités rappelées
dans le règlement (CEE) n° 1785/84 aux données et

cotations dont la Commission a connaissance conduit
à modifier les prélèvements conformément à l'annexe
du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements à l'importation de viandes ovine et
caprine congelées sont fixés à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 3 septembre
1984.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 août 1984.

Par la Commission

Poul DALSA GER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 183 du 16. 7. 1980, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 90 du 1. 4. 1984, p. 35.

⁽³⁾ JO n° L 167 du 27. 6. 1984, p. 30.

⁽⁴⁾ JO n° L 196 du 26. 7. 1984, p. 27.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 24 août 1984, fixant les prélèvements à l'importation de viandes ovine et caprine congelées

(en Écus/100 kg)

Numéro du tarif douanier commun	Semaine n° 23 du 3 au 9 septembre 1984 ⁽¹⁾	Semaine n° 24 du 10 au 16 septembre 1984 ⁽¹⁾	Semaine n° 25 du 17 au 23 septembre 1984 ⁽¹⁾	Semaine n° 26 du 24 au 30 septembre 1984 ⁽¹⁾
02.01 A IV b) 1	69,510	69,510	69,510	69,510
2	48,657	48,657	48,657	48,657
3	76,461	76,461	76,461	76,461
4	90,363	90,363	90,363	90,363
5 aa)	90,363	90,363	90,363	90,363
bb)	126,508	126,508	126,508	126,508

⁽¹⁾ Le prélèvement applicable est limité au montant résultant soit de la consolidation dans le cadre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), soit des conditions prévues aux règlements (CEE) n° 3019/81, (CEE) n° 1985/82 et (CEE) n° 876/84 du Conseil et (CEE) n° 19/82 de la Commission.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2445/84 DE LA COMMISSION**du 24 août 1984****rectifiant le règlement (CEE) n° 2398/84 concernant la délivrance de certificats d'importation pour les viandes bovines de haute qualité, fraîches, réfrigérées ou congelées**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2693/83 du Conseil, du 26 septembre 1983, portant ouverture d'un contingent tarifaire communautaire pour les viandes bovines de haute qualité, fraîches, réfrigérées ou congelées, des sous-positions 02.01 A II a) et 02.01 A II b) du tarif douanier commun⁽¹⁾, et notamment son article 2,

considérant que le règlement (CEE) n° 2398/84 de la Commission, du 17 août 1984, concernant la délivrance de certificats d'importation pour les viandes bovines de haute qualité, fraîches, réfrigérées ou congelées⁽²⁾, a fixé la quantité des demandes de certificats qui peuvent être déposées au cours des dix premiers jours du mois de septembre 1984; qu'une

vérification a fait apparaître qu'une erreur s'est glissée dans le texte de ce règlement; qu'il importe, dès lors, de rectifier le règlement en cause,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

À l'article 2 du règlement (CEE) n° 2398/84, la quantité de 5 510 tonnes est remplacée par celle de 9 510 tonnes.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 août 1984.

Par la Commission

Étienne DAVIGNON

Vice-président

⁽¹⁾ JO n° L 267 du 29. 9. 1983, p. 3.

⁽²⁾ JO n° L 224 du 21. 8. 1984, p. 21.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2446/84 DE LA COMMISSION

du 24 août 1984

portant abrogation du règlement (CEE) n° 2401/84 constatant la situation de crise grave du marché des poires

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1035/72 du Conseil, du 18 mai 1972, portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1332/84⁽²⁾, et notamment son article 19 *bis* paragraphe 3,

considérant que le règlement (CEE) n° 2401/84 de la Commission, du 20 août 1984⁽³⁾, a constaté la situation de crise grave du marché des poires ;

considérant que, en vertu de l'article 19 *bis* paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 1035/72, les opérations d'achat des produits offerts pendant la période de crise grave sont suspendues dès que les cours demeurent supérieurs au prix d'achat pendant deux jours de

marché successifs, la Commission constatant sans délai que cette condition est remplie ;

considérant que, pour les poires, les cours dont la Commission a eu connaissance font apparaître que la condition prévue à l'article 19 *bis* paragraphe 3 précité est remplie ; qu'il y a lieu, en conséquence, d'abroger le règlement (CEE) n° 2401/84,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le règlement (CEE) n° 2401/84 est abrogé.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 25 août 1984.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24 août 1984.

Par la Commission

Poul DALSAGER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 118 du 20. 5. 1972, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 130 du 16. 5. 1984, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 224 du 21. 8. 1984, p. 25.

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

COMMISSION

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 17 juillet 1984

relative à la fixation du prix minimal de vente du lait écrémé en poudre pour la cinquante-septième adjudication particulière effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 368/77

(84/410/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 557/84⁽²⁾, et notamment son article 7 paragraphe 5,

considérant que, en vertu du règlement (CEE) n° 368/77 de la Commission, du 23 février 1977, relatif à la vente par adjudication de lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation des animaux autres que les jeunes veaux⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1353/84⁽⁴⁾, les organismes d'intervention ont mis en adjudication permanente certaines quantités de lait écrémé en poudre qu'ils détiennent ;

considérant que, aux termes de l'article 11 de ce règlement, il est fixé, compte tenu des offres reçues pour chaque adjudication particulière, un prix minimal de vente ou il est décidé de ne pas donner suite à l'adjudication ; que le montant de la caution de transformation doit être déterminé compte tenu de la différence entre le prix de marché du lait écrémé en poudre et le prix minimal fixé ;

considérant qu'il convient de fixer, en raison des offres faites lors de la cinquante-septième adjudication parti-

culière, le prix minimal de vente au niveau visé ci-dessous et de déterminer en conséquence la caution de transformation ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du comité de gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Pour la cinquante-septième adjudication particulière effectuée au titre du règlement (CEE) n° 368/77 et dont le délai pour la présentation des offres a expiré le 9 juillet 1984 :

- le prix minimal de vente est fixé à 21 Écus par 100 kilogrammes,
- la caution de transformation est fixée à 156,75 Écus par 100 kilogrammes.

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 17 juillet 1984.

Par la Commission

Poul DALSA GER

Membre de la Commission

¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 13.

²⁾ JO n° L 150 du 6. 6. 1984, p. 6.

³⁾ JO n° L 52 du 24. 2. 1977, p. 19.

⁴⁾ JO n° L 131 du 17. 5. 1984, p. 16.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 17 juillet 1984

fixant le montant maximal de l'aide spéciale au lait écrémé en poudre pour la quarantième adjudication particulière effectuée au titre du règlement (CEE) n° 1844/77

(84/411/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1557/84⁽²⁾, et notamment son article 10 paragraphe 3,considérant que, au titre du règlement (CEE) n° 1844/77 de la Commission, du 10 août 1977, relatif à l'octroi par adjudication d'une aide spéciale au lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation des animaux autres que les jeunes veaux⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3511/83⁽⁴⁾, les organismes d'intervention ont mis en adjudication permanente le montant de cette aide spéciale ;

considérant que, aux termes de l'article 6 de ce règlement, il est fixé, pour chaque adjudication particulière, un montant maximal de l'aide ou il est décidé de ne pas donner suite à l'adjudication ;

considérant que, compte tenu notamment du prix minimal valable pour l'adjudication particulière du mois en cours au titre du règlement (CEE) n° 368/77, de la situation sur les marchés du lait écrémé en poudre et du soja ainsi que des quantités offertes, il convient de fixer le montant maximal de l'aide

spéciale pour la quarantième adjudication particulière au niveau visé ci-dessous ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du comité de gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Pour la quarantième adjudication particulière effectuée au titre du règlement (CEE) n° 1844/77 et dont le délai pour la présentation des offres a expiré le 9 juillet 1984, le montant maximal de l'aide spéciale est fixé à 131,50 Écus par 100 kilogrammes de lait écrémé en poudre.

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 17 juillet 1984.

Par la Commission

Poul DALSGER

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 13.⁽²⁾ JO n° L 150 du 6. 6. 1984, p. 6.⁽³⁾ JO n° L 205 du 11. 8. 1977, p. 11.⁽⁴⁾ JO n° L 351 du 14. 12. 1983, p. 10.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 17 juillet 1984

relative à la fixation des montants maximaux de l'aide au beurre et au beurre concentré pour la soixante-deuxième adjudication particulière effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 1932/81

(84/412/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1557/84⁽²⁾, et notamment son article 12 paragraphe 3,

considérant que, au titre du règlement (CEE) n° 1932/81 de la Commission, du 13 juillet 1981, relatif à l'octroi d'une aide au beurre et au beurre concentré destinés à la fabrication de produits de pâtisserie, de glaces alimentaires et autres produits alimentaires⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 380/84⁽⁴⁾, les organismes d'intervention procèdent à une adjudication permanente pour une aide au beurre et au beurre concentré ;

considérant que l'article 7 de ce règlement prévoit qu'il est fixé pour le beurre et pour le beurre concentré un montant maximal de l'aide qui est différencié selon la destination envisagée et selon la teneur en matière grasse du beurre, ou qu'il peut être décidé de ne pas

a) pour le beurre

donner suite à l'adjudication ; que, en ce qui concerne le beurre concentré, le montant de la caution de transformation doit être fixé en tenant compte du montant maximal de l'aide ;

considérant qu'il convient de fixer, en raison des offres faites lors de la soixante-deuxième adjudication particulière, les aides maximales au niveau visé ci-après et de déterminer en conséquence, pour le beurre concentré, la caution de transformation ;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du comité de gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Pour la soixante-deuxième adjudication particulière effectuée au titre du règlement (CEE) n° 1932/81 et dont le délai pour la présentation des offres a expiré le 10 juillet 1984, les aides maximales et les cautions de transformation sont fixées comme suit :

(en Écus/100 kg de beurre)

Destination du beurre [article 4 du règlement (CEE) n° 262/79]	Teneur en matières grasses du beurre	Montant maximal de l'aide
Formule A et/ou C	Égale ou supérieure à 82 %	190,00
	Égale ou supérieure à 80 % et inférieure à 82 %	185,00
Formule B	Égale ou supérieure à 82 %	105,00
	Égale ou supérieure à 80 % et inférieure à 82 %	—

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 13.

⁽²⁾ JO n° L 150 du 6. 6. 1984, p. 6.

⁽³⁾ JO n° L 191 du 14. 7. 1981, p. 6.

⁽⁴⁾ JO n° L 46 du 16. 2. 1984, p. 25.

b) *pour le beurre concentré**(en Écus/100 kg de beurre concentré pur)*

Destination du beurre concentré [article 4 du règlement (CEE) n° 262/79]	Montant maximal de l'aide	Caution de transformation
Formule A et/ou C	249,00	275,00
Formule B	145,00	160,00

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 17 juillet 1984.

Par la Commission
Poul DALSGER
Membre de la Commission

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 17 juillet 1984

relative à la fixation des prix minimaux de vente du beurre pour la quatre-vingt-unième adjudication particulière effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 262/79

(84/413/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1557/84⁽²⁾, et notamment son article 6 paragraphe 7,

vu le règlement (CEE) n° 985/68 du Conseil, du 15 juillet 1968, établissant les règles générales régissant les mesures d'intervention sur le marché du beurre et de la crème de lait⁽³⁾, modifié en dernier lieu par l'acte d'adhésion de 1979, et notamment son article 7 *bis*,

considérant que, au titre du règlement (CEE) n° 262/79 de la Commission, du 12 février 1979, relatif à la vente à prix réduit de beurre destiné à la fabrication de produits de pâtisserie, de glaces alimentaires et autres produits alimentaires⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 711/84⁽⁵⁾, les organismes d'intervention ont mis en adjudication permanente certaines quantités de beurre qu'ils détiennent;

considérant que l'article 16 de ce règlement prévoit que doit être fixé, compte tenu des offres reçues, un

prix minimal de vente, éventuellement différencié selon la destination envisagée et selon la teneur en matières grasses du beurre, ou qu'il peut être décidé de ne pas donner suite à l'adjudication; que les montants de la caution de transformation doivent être déterminés compte tenu de la différence entre les prix minimaux de vente et le prix de marché du beurre;

considérant qu'il convient de fixer, en raison des offres faites lors de la quatre-vingt-unième adjudication particulière, les prix minimaux de vente au niveau visé ci-après et de déterminer en conséquence les cautions de transformation;

considérant que les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du comité de gestion du lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

Pour la quatre-vingt-unième adjudication particulière, effectuée au titre du règlement (CEE) n° 262/79 et dont le délai pour la présentation des offres a expiré le 10 juillet 1984, les prix minimaux de vente et les cautions de transformation sont fixés comme suit :

(en Écus/100 kg de beurre)

Destination du beurre [article 4 paragraphes 1, 2 et 3 du règlement (CEE) n° 262/79]	Teneur en matières grasses du beurre	Prix minimal de vente	Caution de transformation
Formule A et/ou C	Égale ou supérieure à 82 %	115,00	230,00
	Inférieure à 82 %	112,00	230,00
Formule B	Égale ou supérieure à 82 %	200,00	137,00
	Inférieure à 82 %	195,10	137,00

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 13.

⁽²⁾ JO n° L 150 du 6. 6. 1984, p. 6.

⁽³⁾ JO n° L 169 du 18. 7. 1968, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 41 du 16. 2. 1979, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 76 du 20. 3. 1984, p. 8.

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 17 juillet 1984.

Par la Commission

Poul DALSGER

Membre de la Commission

DIRECTIVE DE LA COMMISSION

du 18 juillet 1984

portant adaptation au progrès technique de la directive 76/764/CEE concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux thermomètres médicaux à mercure, en verre, avec dispositif à maximum

(84/414/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,vu la directive 71/316/CEE du Conseil, du 26 juillet
1971, concernant le rapprochement des législations
des États membres relatives aux dispositions
communes aux instruments de mesure et aux
méthodes de contrôle métrologique⁽¹⁾, modifiée en
dernier lieu par la directive 83/575/CEE⁽²⁾, et notam-
ment son article 17,considérant que, depuis l'adoption de la directive
76/764/CEE relative aux thermomètres médicaux à
mercure, en verre, avec dispositif à maximum⁽³⁾, modi-
fiée par la directive 83/128/CEE⁽⁴⁾, de nouvelles tech-
niques ont été mises au point dans ce domaine et que
celles-ci ont rendu nécessaires des examens supplé-
mentaires en vue de déterminer la qualité du verre
utilisé; que dès lors les annexes à ladite directive
doivent être adaptées en conséquence et modifiées en
de nombreux points; que dans un souci de clarté il est
donc approprié d'arrêter un texte codifié de ces
annexes;considérant que les dispositions de la présente direc-
tive sont conformes à l'avis du comité pour l'adapta-
tion au progrès technique des directives visant l'élimi-nation des entraves techniques aux échanges dans le
secteur des instruments de mesure,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

*Article premier*Les annexes I et II de la directive 76/764/CEE du
Conseil sont remplacées par le texte figurant à l'an-
nexe de la présente directive.*Article 2*Les États membres mettent en vigueur les dispositions
législatives, réglementaires et administratives néces-
saires pour se conformer à la présente directive le 1^{er}
janvier 1986. Ils en informent immédiatement la
Commission.*Article 3*Les États membres sont destinataires de la présente
directive.

Fait à Bruxelles, le 18 juillet 1984.

Par la Commission

Karl-Heinz NARJES

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 202 du 6. 9. 1971, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 332 du 28. 11. 1983, p. 43.⁽³⁾ JO n° L 262 du 27. 9. 1976, p. 139.⁽⁴⁾ JO n° L 91 du 9. 4. 1983, p. 29.

ANNEXE I

1. UNITÉ DE TEMPÉRATURE

L'unité de température utilisée pour la graduation des thermomètres est le degré Celsius.

2. ÉTENDUE DE LA GRADUATION ET DIVISION DE L'ÉCHELLE

La graduation des thermomètres s'étend au moins de 35,5 °C, à 42,0 °C, la valeur de son échelon étant de 0,1 °C.

3. TYPES

3.1. Les thermomètres peuvent être du type à tige ou à enveloppe.

3.1.1. Dans le cas des thermomètres à tige, l'échelle est directement tracée sur la tige.

3.1.2. Dans le cas des thermomètres à enveloppe, l'échelle est tracée sur une plaquette porte-échelle fixée longitudinalement derrière le tube capillaire ; le tube capillaire et la plaquette porte-échelle sont entourés d'un tube transparent fixé de façon étanche au réservoir et formant enveloppe de protection.

3.2. Les thermomètres comportent un dispositif à maximum empêchant la colonne de mercure de redescendre d'elle-même du seul fait du refroidissement du thermomètre.

4. MATÉRIAUX

4.1. Le réservoir des thermomètres est fabriqué en un verre satisfaisant aux conditions fixées par l'annexe II. Ce verre est identifié de manière visible et indélébile :

4.1.1. soit par un signe incorporé au verre par le fabricant du verre de telle sorte qu'il soit clairement identifiable sur le réservoir après la fabrication du thermomètre,

4.1.2. soit par un signe choisi par le fabricant du verre et apposé par le fabricant du thermomètre, caractérisant clairement le type de verre utilisé. La conformité de ce verre avec celui approuvé suivant les dispositions du point 11.1.1 est attestée par un certificat de conformité délivré par le fabricant du verre.

4.2. Les verres utilisés pour le dispositif à maximum et le tube capillaire doivent avoir une résistance hydrolytique conforme aux dispositions de l'annexe II point 1.

4.3. La plaquette porte-échelle des thermomètres à enveloppe doit être en opaline, en métal ou en un matériau ayant une stabilité dimensionnelle équivalente.

4.4. L'enveloppe des thermomètres à enveloppe est en verre.

5. CONSTRUCTION

5.1. Le thermomètre doit être exempt de tout défaut qui pourrait empêcher son fonctionnement normal ou induire en erreur les utilisateurs.

5.2. Les extrémités du thermomètre doivent avoir une forme telle que tout risque d'accident lors de son emploi soit évité.

5.3. Le tube capillaire doit permettre de distinguer facilement sous un seul et même angle la colonne de mercure sur toute sa longueur ainsi que son ménisque. Il doit être de forme prismatique à effet grossissant ou constitué de telle sorte qu'il permette une facilité identique de lecture.

5.4. Le mercure doit être suffisamment pur et sec. Le réservoir, le tube capillaire et le mercure doivent être exempts de gaz, d'éclats de verre et de corps étrangers pour que le fonctionnement correct du thermomètre soit assuré.

5.5. La colonne de mercure doit monter d'un mouvement uniforme, sans saccades importantes, lors de l'échauffement lent du thermomètre. Elle doit descendre au-dessous du trait chiffré le plus bas lorsque le mercure subit une accélération de 600 m/s² au niveau du fond du réservoir, au moins à 37 °C, puis refroidi à une température plus basse que la valeur minimale de l'échelle.

5.6. Dans les thermomètres à enveloppe, la plaquette porte-échelle est placée exactement au contact du tube capillaire et fixée assez solidement dans l'enveloppe pour ne subir aucun déplacement par rapport à ce tube. La position de la plaquette est caractérisée de telle sorte que les déplacements puissent être facilement décelés, grâce à un trait indélébile tracé sur l'enveloppe à la hauteur d'un trait de graduation chiffré ou par une méthode équivalente.

- 5.7. L'enveloppe des thermomètres à enveloppe doit être exempte d'humidité, de mercure, d'éclats de verre et de corps étrangers.

6. GRADUATION ET CHIFFRAISON

- 6.1. La graduation est tracée nettement et uniformément. La graduation et la chiffraison doivent être gravées ou imprimées de façon claire et indélébile.
- 6.2. La longueur de l'échelon doit être d'au moins 0,5 mm pour les thermomètres à tige et d'au moins 0,6 mm pour les thermomètres à enveloppe.
- 6.3. Les traits doivent être perpendiculaires à l'axe du thermomètre et leur épaisseur ne doit pas être supérieure au cinquième de la longueur de l'échelon augmentée de 0,05 mm pour les thermomètres à enveloppe, et au quart de la longueur de l'échelon augmentée de 0,05 mm pour les thermomètres à tige.
- Les traits correspondant aux degrés et aux demi-degrés doivent être plus longs que les autres.
- 6.4. Les traits correspondant aux degrés doivent être chiffrés. Pour les thermomètres à tige, la chiffraison du trait correspondant à 37 °C est facultative et peut être remplacée par la mise en évidence prévue au point 6.5.
- 6.5. Le trait correspondant à la température de 37 °C peut être mis en évidence au moyen d'une couleur différente de celle de la chiffraison et/ou par un marquage additionnel.
- 6.6. Les traits et les chiffres doivent être disposés de manière que l'on puisse les voir en même temps que la colonne de mercure.

7. INSCRIPTIONS

- 7.1. Les inscriptions suivantes doivent figurer de façon indélébile, sur la tige s'il s'agit d'un thermomètre à tige, ou sur la plaquette porte-échelle s'il s'agit d'un thermomètre à enveloppe :
- 7.1.1. L'indication du symbole de l'unité de température « °C »,
- 7.1.2. le signe d'approbation CEE de modèle, qui, conformément au point 3.5 de l'annexe I de la directive 71/316/CEE, peut, par dérogation à la règle générale énoncée au point 3.1 de cette même annexe, être composé, dans l'ordre suivant, des indications ci-après :
- la lettre stylisée ϵ ,
 - la lettre ou les lettres distinctives de l'État membre ayant accordé l'approbation CEE,
 - le millésime de l'année d'approbation,
 - une désignation à déterminer par le service qui a délivré l'approbation CEE, séparée clairement du millésime,
- 7.1.3. la marque d'identification du constructeur ou sa raison sociale,
- 7.1.4. le signe prévu au point 4.1.2, le cas échéant.
- 7.2. D'autres inscriptions peuvent être ajoutées, dans la mesure où celles-ci ne risquent pas d'induire en erreur l'utilisateur ou de gêner la lecture des indications.

Le temps de mesure ne doit pas figurer sur l'instrument.

8. ERREURS MAXIMALES TOLÉRÉES

Les erreurs maximales tolérées ont + 0,10 °C et - 0,15 °C. Ces valeurs s'appliquent aux indications stabilisées d'un thermomètre.

L'indication stabilisée est celle fournie par un thermomètre qui, après avoir atteint l'équilibre thermique avec un bain d'eau se trouvant à une température comprise dans l'étendue de la graduation du thermomètre, a été refroidi à une température comprise entre 15 °C et 30 °C.

9. INFLUENCE DU TEMPS D'IMMERSION

Si un thermomètre, à la température t_1 ($15\text{ °C} \leq t_1 \leq 30\text{ °C}$) est tout à coup plongé dans un bain d'eau bien agitée à la température constante t_2 ($35,5\text{ °C} \leq t_2 \leq 42,0\text{ °C}$), et s'il est retiré après 20 s, l'indication du thermomètre, après son refroidissement à la température ambiante (15 °C à 30 °C), doit satisfaire aux conditions suivantes :

1. respecter les erreurs maximales tolérées,
2. ne pas s'écarter de l'indication stabilisée pour la température t_2 de plus de $0,005(t_2 - t_1)$.

10. **EMPLACEMENT DE LA MARQUE DE VÉRIFICATION PRIMITIVE CEE**
- 10.1. Un emplacement doit être prévu sur la tige des thermomètres à tige et sur l'enveloppe des thermomètres à enveloppe pour l'apposition de la marque de vérification primitive CEE.
- 10.2. Conformément au point 3.1.1 de l'annexe II de la directive 71/316/CEE, la marque peut, par dérogation à la règle générale énoncée au point 3 de cette même annexe, être dans l'ordre suivant, des indications ci-après :
- la lettre minuscule « e »,
 - la lettre ou les lettres distinctives de l'État membre dans lequel a eu lieu la vérification primitive,
 - le millésime de l'année de vérification,
 - si nécessaire le numéro distinctif du bureau de vérification, séparé clairement du millésime précédent.
- 10.3. Dans le cas où le marquage est effectué à l'aide de la technique du sablage, les lettres et les chiffres doivent être interrompus à des endroits appropriés ne nuisant pas à leur lisibilité.
11. **APPROBATION CEE DE MODÈLE ET VÉRIFICATION PRIMITIVE CEE**
- 11.1. **Approbaton CEE de modèle**
- 11.1.1. Lors de l'approbaton CEE de modèle, les thermomètres doivent être examinés afin de vérifier leur conformité avec les dispositions techniques et métrologiques de la présente annexe. En outre, il y a d'effectuer les essais prévus à l'annexe II.
- 11.1.2. Tout fabricant de thermomètres utilisant pour la fabrication du réservoir un verre qui n'est pas marqué par le fabricant du verre doit communiquer au service compétent le signe visé au point 4.1.2 et la composition chimique de ce verre, garantie par le fabricant du verre.
- 11.2. **Vérification primitive CEE**
- L'examen de vérification primitive CEE consiste à s'assurer de la conformité des thermomètres avec le modèle approuvé.
- 11.2.1. Pour vérifier la conformité des thermomètres avec les dispositions des points 8 et 9 de la présente annexe il y a lieu d'effectuer l'essai suivant :
- Les thermomètres doivent être contrôlés dans des bains d'eau bien agitée par comparaison à des thermomètres étalons.
- Ce contrôle est effectué à au moins deux températures différant d'au moins 4 °C, comprises entre 35,5 °C et 42,0 °C.
- La durée d'immersion est de 20 s à une température et de 40 s à l'autre température, avec permutation périodique des températures ou des durées d'immersion.
- La lecture des thermomètres, qui sont tenus en position verticale, est toujours effectuée après leur retrait du bain et après le retour à la température ambiante. L'incertitude avec laquelle l'erreur est déterminée n'est pas supérieure à 0,03 °C.
- Cet examen doit être effectué au plus tôt 15 jours après la réception des thermomètres.
- 11.2.2. Lorsque le réservoir des thermomètres est fabriqué avec un verre qui n'a pas été identifié par le fabricant du verre, une analyse chimique du verre :
- a) le certificat au point 4.1.2 relatif aux thermomètres présentés à la vérification primitive CEE doit être tenu à la disposition du service compétent ;
 - b) une analyse permettant de déterminer la composition chimique du verre du réservoir d'un thermomètre présenté à la vérification primitive CEE est effectuée de temps à autres, à l'initiative du service compétent, afin de vérifier sa conformité avec le verre approuvé.

ANNEXE II

CONDITIONS À REMPLIR PAR LE VERRE UTILISÉ POUR LA FABRICATION DES RÉSERVOIRS

1. RÉSISTANCE HYDROLYTIQUE

Lors de l'analyse du verre conformément aux dispositions de la norme ISO 719-1981 (détermination de la résistance hydrolytique du verre en grains à 98 °C), la quantité d'alcali passée en solution pour 1 g de verre doit correspondre au plus à 263,5 µg de Na₂O.

2. DÉPRESSION MOYENNE DU ZÉRO

La détermination de la dépression du zéro se fait avec des thermomètres appropriés sans dispositif à maximum, fabriqués avec le verre à contrôler selon les prescriptions déterminées par le service compétent.

2.1. La dépression moyenne du zéro, déterminée selon la méthode décrite par la suite est au maximum de 0,05 °C.

2.2. Les thermomètres d'essai doivent satisfaire aux conditions suivantes :

2.2.1. Étendue de l'échelle : de - 3,0 °C à + 3,0 °C au moins.

2.2.2. Valeur de l'échelon : 0,02 °C, 0,05 °C ou 0,1 °C.

2.2.3. La longueur de l'échelon doit être d'au moins 0,7 mm pour les thermomètres à enveloppe et d'au moins 1,0 mm pour les thermomètres à tige.

2.2.4. La chambre d'expansion doit être suffisamment grande pour que les thermomètres puissent être échauffés jusqu'à 400 °C sans être endommagés.

2.3. Chaque thermomètre d'essai doit être contrôlé, en ce qui concerne sa bonne stabilisation, d'après les dispositions suivantes :

2.3.1. Le thermomètre est chauffé dans une enceinte thermique (bain à liquide ou four) depuis la température ambiante jusqu'à 350 °C ± 10 °C et tenu à cette température pendant 5 minutes au moins. Il est ensuite refroidi dans l'enceinte thermique jusqu'à 50 °C, la température de l'enceinte décroissant de 10 à 15 °C/h.

2.3.2. Quand le thermomètre a atteint la température de 50 °C, il est retiré de l'enceinte thermique et on détermine la correction à 0 °C du thermomètre (valeur K₁).

2.3.3. Ensuite, le thermomètre est chauffé une deuxième fois à 350 °C ± 10 °C dans une enceinte thermique et maintenu à cette température pendant 24 heures. Il est ensuite refroidi jusqu'à 50 °C comme prévu au point 2.3.1.

2.3.4. Quand le thermomètre a atteint la température de 50 °C, il est retiré de l'enceinte thermique et on détermine à nouveau la correction à 0 °C (valeur K₂).

2.3.5. La valeur absolue de l'écart entre K₂ et K₁ doit être ≤ 0,15 °C. Les thermomètres qui ne satisfont pas à cette exigence ne peuvent pas être utilisés pour la détermination de la dépression du zéro.

2.4. Déroulement des essais

2.4.1. On doit utiliser au moins trois thermomètres qui ont satisfait aux exigences de l'essai de stabilisation prévu au point 2.3 et qui n'ont pas été échauffés au-dessus de la température ambiante après la détermination de K₂.

2.4.2. Chacun de ces thermomètres doit être contrôlé au moins trois fois d'après les dispositions des points 2.4.2.1 à 2.4.2.3.

2.4.2.1. Le thermomètre est conservé pendant une semaine entre 20 °C et 25 °C. À la fin de la semaine, on détermine la correction à 0 °C (valeur K₃).

2.4.2.2. Ensuite, le thermomètre est maintenu dans un bain d'essai à 100 °C ± 1 °C pendant 30 minutes, puis il est retiré. Le thermomètre doit refroidir à l'air. Pendant son refroidissement jusqu'à la température ambiante, son réservoir ne doit pas être mis en contact avec d'autres objets.

2.4.2.3. Au plus tard 15 minutes après avoir retiré le thermomètre du bain d'essai, on détermine la correction à 0 °C du thermomètre. La valeur de la correction obtenue est désignée par K₄.

2.4.3. Répéter les opérations décrites en 2.4.2.1 à 2.4.2.3 pour obtenir une série de n différences K₄ - K₃, K₆ - K₅, ... K_{2n+2} - K_{2n+1}, qui sont les valeurs de la dépression du zéro du thermomètre obtenues respectivement lors de la première, la seconde, la nième série de mesures.

- 2.4.4. Quand n séries de mesures ont été faites avec m thermomètres d'essai, la dépression moyenne du zéro de ces thermomètres s'exprimera comme suit :

$$\frac{1}{m \cdot n} \sum_{i=1}^m \left[(K_{4}^{(i)} - K_{3}^{(i)}) + (K_{6}^{(i)} - K_{5}^{(i)}) + \dots + (K_{2n+2}^{(i)} - K_{2n+1}^{(i)}) \right]$$

Conformément aux points 2.4.1 et 2.4.2, les conditions

$$m \geq 3 \text{ et } n \geq 3$$

doivent être remplies pour m et n.

L'écart type de la dépression moyenne du zéro, déterminé d'après les dispositions susmentionnées, ne doit pas être supérieur à 0,01 °C.

CINQUIÈME DIRECTIVE DE LA COMMISSION

du 18 juillet 1984

portant adaptation au progrès technique des annexes II, III, IV, V et VI de la directive 76/768/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux produits cosmétiques

(84/415/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la directive 76/768/CEE du Conseil, du 27 juillet 1976, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux produits cosmétiques⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 83/574/CEE⁽²⁾, et notamment son article 8 paragraphe 2,considérant qu'en vue de la sauvegarde de la santé publique, il convient d'interdire l'usage dans les produits cosmétiques de l'acide aristolochique (acide 8-méthoxy-3,4-méthylène-dioxy-10-nitrophénanthrène-1-carboxylique) et de ses sels ainsi que toutes les espèces de *Veratrum* ;

considérant que, sur la base des dernières recherches scientifiques et techniques, peuvent être admis dans les produits cosmétiques, sous certaines restrictions et conditions, l'usage de l'eau oxygénée dans les préparations pour les soins de la peau et les préparations pour durcir les ongles ; l'usage de l'hydroquinone comme agent d'éclaircissement localisé de la peau ; l'usage du fluorhydrate de nicométhanol dans les produits d'hygiène buccale et que l'usage du nitrate d'argent peut être définitivement admis pour la coloration des cils et sourcils ;

considérant que l'ester monoglycérique de l'acide para-amino benzoïque est un filtre ultraviolet repris en annexe VII — 2ème partie — n° 4 et, de ce fait, peut être supprimé de l'annexe IV — 1ère partie — n° 2 de la directive 76/768/CEE ;

considérant que les agents conservateurs 56 et 57 figurant à la deuxième partie de l'annexe VI de la directive 76/768/CEE sont également ajoutés aux produits cosmétiques à d'autres fins spécifiques ;

considérant que les mesures prévues à la présente directive sont conformes à l'avis du comité pour l'adaptation au progrès technique des directives visant à l'élimination des entraves techniques aux échanges dans le secteur des produits cosmétiques,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

Article premier

La directive 76/768/CEE est modifiée comme suit :

1. À l'annexe II,

- le numéro 333 est remplacé par :
 - « 333. *Veratrum* Spp. et leurs préparations »
- le numéro suivant est ajouté
 - « 365. Acide aristolochique et ses sels »

2. À l'annexe III, première partie

- les numéros d'ordre 12 et 14 sont modifiés comme suit :

(1) JO n° L 262 du 27. 9. 1976, p. 169.

(2) JO n° L 332 du 28. 11. 1983, p. 38.

3. À l'annexe IV, première partie, les numéros d'ordre 2 et 6 sont supprimés.
4. À l'annexe V, le numéro d'ordre 11 est supprimé.
5. À l'annexe VI, deuxième partie, le symbole (*) est ajouté à la colonne b) après le nom des substances portant les numéros d'ordre 56 et 57.

Article 2

Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires ou administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 31 décembre 1985. Ils en informent immédiatement la Commission.

Article 3

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Bruxelles, le 18 juillet 1984.

Par la Commission

Karl-Heinz NARJES

Membre de la Commission

**DIX-SEPTIÈME RAPPORT GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES 1983**

Le Rapport général sur l'activité des Communautés européennes est publié annuellement par la Commission des Communautés européennes en vertu de l'article 18 du traité du 8 avril 1965 instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes.

Ce rapport qui est présenté au Parlement européen donne un aperçu global des activités communautaires durant l'année écoulée.

Langues de parution: allemand, anglais, danois, français, grec, italien, néerlandais.

ISBN 92-825-4190-8

N° de catalogue: CB-38-83-774-FR-C

Prix publics au Luxembourg, TVA exclue: Écus 4,90 BFR 225 FF 34

OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
L-2985 Luxembourg

TREIZIÈME RAPPORT SUR LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

Le *Rapport sur la politique de concurrence* est publié annuellement par la Commission des Communautés européennes pour répondre à la demande formulée par le Parlement européen dans sa résolution du 7 juin 1971. Ce rapport, annexé au *Rapport général sur l'activité des Communautés*, est destiné à donner une vue d'ensemble sur la politique de concurrence suivie au cours de l'année. La première partie traite de la politique de concurrence en général. La deuxième partie porte sur l'application de cette politique à l'égard des entreprises. En troisième lieu, le rapport s'attache aux aides d'État, à l'aménagement des monopoles nationaux à caractère commercial, ainsi qu'aux entreprises publiques. Enfin, la quatrième partie du rapport concerne l'évolution de la concentration et de la concurrence dans la Communauté.

309 pages

Langues de parution: allemand, anglais, danois, français, grec, italien, néerlandais.

ISBN 92-825-4232-7

CB-38-83-823-FR-C

Prix publics au Luxembourg, TVA exclue; Écu 11,97; BFR 550; FF 83.

OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
L-2985 Luxembourg

**LA SITUATION DE L'AGRICULTURE DANS LA COMMUNAUTÉ —
RAPPORT 1983**

Ce rapport constitue la neuvième version publiée du rapport annuel sur la situation de l'agriculture dans la Communauté. Il contient des analyses et des statistiques de la situation générale (environnement économique, marché mondial), des facteurs de production, des structures et de la situation des marchés de différents produits agricoles, des obstacles au marché commun agricole, de la position des consommateurs et des producteurs, et des aspects financiers. Sont également traitées les perspectives générales et des marchés de produits agricoles.

427 pages.

Langues de parution: allemand, anglais, danois, français, grec, italien, néerlandais.

ISBN 92-825-4071-5

Publication n° CB-38-83-637-FR-C

Prix publics au Luxembourg, TVA exclue: Écu 20,68 FB 950 FF 143

OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
L-2985 Luxembourg